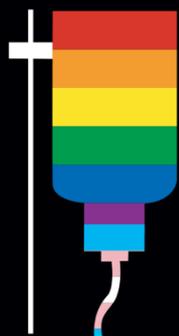


**SANTÉ
BAFOUÉE !**



**LGBTQI+
EN DANGER !**

PRÉVENTION ET DÉPISTAGE

RESPECT DES CORPS

ACCÈS AU TRAITEMENT

RESPECT DES GENRES

ARRÊT DES MUTILATIONS
SUR ENFANTS

Dossier de presse

2020

**Marche des
Fiertés LGBTQI+
de Paris / Île-de-France
Autrement**

DU 2 AU 7 NOVEMBRE 2020



Édito

Il y a 5 mois, nous annonçons le report de la Marche des Fiertés LGBT+ de Paris/Île-de-France au 7 novembre 2020 en raison de la situation sanitaire. Il y a 5 mois, nous n'imaginions pas que cette crise sanitaire, mais aussi sociale, puisse s'être autant installée dans le quotidien et ait entraîné les personnes les plus fragiles vers davantage de précarité et de mise en danger.

La pandémie de Covid-19 est toujours présente, elle impose des mesures sanitaires strictes et d'éviter tout risque. Une situation qui est donc inadaptée par l'ampleur du rassemblement qu'est la Marche des Fiertés dans sa forme "classique".

Dans un second temps, nous avons imaginé un dispositif mêlant de multiples rassemblements limités à 50 personnes et des activités en digital. Le nouveau confinement nous a obligé une fois de plus à revoir notre dispositif. La priorité étant avant tout la sécurité et santé du public, des militant·e·s et des bénévoles, dont certain.e.s sont à risque. Nous ne négocierons jamais avec cela ! Nous ne souhaitons pas non plus que le public, les militant·e·s et les bénévoles puissent être en situation de stress lié à un potentiel contrôle de police.

Face à cette responsabilité, nous devons aujourd'hui faire le choix de repenser notre manière de prendre la rue pour porter nos revendications. Cette année, nous n'appelons pas le public et les associations à défiler dans les rues. Cependant, l'Inter-LGBT et ses 60 associations membres invitent toutes celles et ceux qui le peuvent à se mobiliser autrement pendant une semaine de visibilité LGBTQI+ sous plusieurs formes en digital.

Santé bafouée : LGBTQI+ en danger

Mot d'ordre de la Marche 2020

Depuis le début de la crise épidémique de la Covid-19, la santé est plus que jamais au cœur des esprits de tou·te·s. Néanmoins, la santé est depuis bien longtemps l'une des principales préoccupations des personnes LGBTQI+ souvent oubliée des politiques et pourtant vitale, au sens premier du terme. C'est donc autour de cette thématique et du mot d'ordre « Santé bafouée : LGBTQI+ en danger » que la Marche des Fiertés Autrement sera consacrée.

La pandémie mondiale de la Covid-19 a montré, ou devrions nous dire démontré, les nombreuses failles de notre système de santé amplifiant encore plus les disparités de notre société et aggravant les situations de précarité de certaines personnes et particulièrement chez les personnes LGBTI.

Pour cette Marche des Fiertés Autrement, nous serons visibles pour parler de notre santé, pour réclamer un droit à un système de santé public à la hauteur de nos situations et de ses obligations. Il s'agit enfin de n'exclure personne face au droit aux soins, de prendre en compte à leur juste valeur les situations des minorités sexuelles et de toutes les identités de genre, de respecter nos corps, de répondre aux réels besoins de préventions et de réduction des risques, de mieux considérer les PVVIH (personne vivant avec le VIH) ou encore d'agir sur la santé mentale et le mal être des personnes LGBTQI+ les plus fragiles. Malheureusement cette liste est très loin d'être exhaustive...

THÈME

Vivre avec le VIH : vivre avec la sérophobie ?

Encore aujourd'hui, alors que plusieurs moyens de prévention et de réduction des risques existent, ils ne sont pas assez mis en avant et nous déplorons le manque de campagne d'information y compris dans les territoires où l'expérience de dépistage gratuit sans prescription dans les laboratoires de ville.

Aujourd'hui encore des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) sont toujours discriminées dans des domaines aussi variés que l'accès aux soins, l'accès à une assurance ou un prêt bancaire, l'accès à un logement... alors qu'une personne séropositive a une espérance de vie quasi identique à une personne séronégative pour la plupart d'entre elles.

Aujourd'hui encore, des corps professionnels excluent les personnes séropositives, comme l'Armée, la police nationale ou la gendarmerie. Dans la sphère privée, l'exclusion des personnes séropositives

C'est pourquoi les revendications de l'Inter LGBT sont :

Concernant la lutte contre la sérophobie

- Lutter contre les discriminations envers les personnes vivant avec le VIH (sérophobie) dans tous les milieux (monde du travail, accès aux soins et aux services, prisons, milieux associatifs, en intra-communautaire, familles, couples, bars et backroom)
 - Lancement d'une campagne de sensibilisation et d'affichage dans les lieux et commerces communautaires contre la sérophobie dans les milieux LGBTIQ+.
- luttant contre les refus de soins
 - développant une offre de santé adaptée aux besoins spécifiques des personnes vulnérables avec l'ouverture de centres de santé privilégiant l'approche communautaire ;
 - élargissant les dispositifs d'accès gratuit et sans condition au dépistage, comme la possibilité de réaliser une sérologie VIH sans avance de frais et sans ordonnance dans un laboratoire d'analyse et de biologie médicale de proximité, dispositif expérimenté à Paris et en PACA ;

Œuvrer pour une politique ambitieuse de santé sexuelle et de lutte contre le VIH, les hépatites et les IST en :

- privilégiant la prévention combinée plutôt que les logiques de répression, notamment sur l'usage de drogues, les lieux de drague ou le travail du sexe ;
 - intensifiant les campagnes de prévention et de sensibilisation et actions de dépistage, dans l'espace public et les milieux communautaires, en particulier auprès des populations clés (HSH, personnes trans, UD, détenu, TDS, migrants) ;
- élargissant la vaccination contre les HPV (papillomavirus) à tout le monde, sans distinction de genre et d'âge et en la remboursant à 100% ;
 - intensifiant les campagnes et actions de dépistage en particulier auprès des groupes les plus exposés (HPV) ;
 - augmentant les moyens financiers, accordés par le ministère, les ARS, les régions, les municipalités, aux centres de santé dans toutes les régions, et aux associations ou au développement d'actions de santé sexuelle ;
 - facilitant l'accès aux traitements post-exposition et à la PrEP, et en améliorant l'information de ces dispositifs.

THÈME

La santé mentale, la grande oubliée !

Aujourd'hui, le taux de suicide des personnes LGBTI et notamment des jeunes bien plus élevé que les personnes hétérosexuelles et pourtant rien n'est fait par les autorités pour endiguer ce phénomène. Pourtant des solutions sont possibles.

En cette période de crise sanitaire, et alors que les pouvoirs publics négligent totalement l'impact des mesures de confinement sur la santé mentale des français, l'Inter-LGBT est particulièrement inquiète. En effet, en conséquence du rejet dont elles font parfois l'objet, les personnes lesbiennes, gaies bies et trans sont déjà plus sujette à des problèmes de santé mentale et d'addiction en temps normal, mais elles sont encore plus isolées avec cette crise sanitaire. Elles sont souvent confinées seules, sans familles autour, privées de la présence de leur communauté et pour les personnes séropositives en particulier sont obligées de restreindre considérablement leurs interactions même hors confinement.

THÈME

L'urgence d'agir en milieu scolaire

Des chercheurs américains de l'Université de Californie (San Diego) ont mis en évidence que les pensées suicidaires chez les adolescents gays, lesbiennes, bisexuels ou en questionnement sur leur orientation sexuelle sont nettement majorées comparés aux jeunes hétérosexuels. Ils sont également plus nombreux à effectuer une tentative de suicide. 40% des jeunes répertoriés parmi les minorités sexuelles avouent avoir déjà envisagé sérieusement le suicide, contre 15% dans le groupe des hétérosexuels et chez les adolescents LGBT, 25% ont déjà fait une tentative, contre 6% pour les hétérosexuels. Ces pourcentages atteignent respectivement 46% et 33% chez les bisexuels.

Les chiffres fournis par SOS Homophobie de 2014 le prouvent : le risque suicidaire n'est pas intrinsèquement lié à l'orientation sexuelle mais à son acceptation en milieu scolaire. Ils sont également alarmant : 59 % des agressions homophobes dans l'institution scolaire prennent la forme d'insultes, 21 % d'agressions physiques et 12 % de diffamations. Ce qui est ici mis en exergue est la banalisation des propos homophobes et « la permanence du vocabulaire homophobe à l'école ». Selon les associations, 69 % des jeunes trans (de 16 à 26 ans) ont déjà pensé au suicide.

C'est en fait le socle de la normalisation des genres qui est le terreau non seulement des LGBTphobies mais également du sexisme à l'école. La domination genrée conduit à dévaloriser et à humilier les plus fragiles.

Lutter efficacement contre les LGBTQIphobies, c'est d'abord s'attaquer au problème par la racine et repenser en profondeur la représentation des genres au sein de notre système éducatif.

THÈME

La spécificité de la biphobie

La brutalité de la négation de l'existence de la bisexualité (et de ses cousines, notamment la pansexualité), peut compliquer singulièrement le processus de conscientisation personnelle, de prise en charge relationnelle, voire d'activités collectives : elle peut fermer certaines portes du mieux-être ou complexifier le cheminement ; le risque ultime et majeur est l'enfoncement dans la dépression et les comportements suicidaires. Les études fines et documentées, dans notre pays, manquent cruellement. Mais il est certain que les personnes bisexuelles ou pansexuelles ont envisagé ou réalisé des tentatives de suicide à une survenance plus importante que les personnes hétérosexuelles, toutes choses égales par ailleurs (voir encart). Cela est corroboré par les enquêtes menées dans des pays comparables à la France.

Et puis, les personnes bi (et pan) sont aussi souvent rejetées parce qu'elles n'auraient qu'une idée, en tête, « sauter sur tout ce qui bouge », et donc qu'elles propageraient virus et maladies notamment IST.

Lutter efficacement contre les LGBTQIphobies, c'est d'abord s'attaquer au problème par la racine et repenser en profondeur la représentation des genres au sein de notre système éducatif.

Source : Bi'Cause

THÈME

Ne pas oublier les personnes âgées

L'isolement est le premier facteur de risque pour toutes les personnes âgées. L'isolement conduit progressivement à la perte d'estime de soi, à la négligence dans la prise en charge de sa santé et ne permet plus de conserver le désir de vivre, condition nécessaire pour envisager une vieillesse sereine. Le regard de la communauté LGBTQ+ sur des corps qui sont considérés comme non désirables, fait que progressivement les seniors LGBTQI+ s'auto-excluent de cette communauté.

Les vieux, les vieilles, nous le serons tous et toutes un jour ou l'autre ! Bien vieillir c'est pouvoir faire respecter son identité, son altérité, son histoire et pouvoir s'exprimer sur ses désirs affectifs et sexuels. Il n'est pas acceptable que les seniors LGBTQI+ soient encore discriminés, maltraités, isolés au moment de leur vie où ils sont les plus fragiles.

Source : GreyPride

L'Inter-LGBT préconise de :

- Mettre en place des campagnes de prévention sur la santé mentale des LGBTQI+ ;
- Réaliser des enquêtes sur la santé mentale co-réalisées avec les communautés LGBTQI+ ;
- Lutter contre le mal-être et le suicide des personnes LGBTQI+, notamment des jeunes, des seniors, des personnes vivant avec le VIH ;
- Mettre en place un plan d'urgence pour la santé mentale en France, avec des moyens conséquents, la création de nouvelles structures de prise en charge, notamment de proximité.
- Renforcer le soutien (auto-support, accompagnement, ...) des personnes LGBTQI+ victimes de violences sexuelles et/ou au sein de leur couple.

THÈME

Chemsex : comment agir ?

Le Chemsex est l'usage de produits stupéfiants durant les relations sexuelles. Ce phénomène est en pleine croissance, notamment chez les personnes HSH.

Face à l'inaction totale dans ce domaine de la part des autorités, l'Inter-LGBT et ses associations membres démarre un travail sur le sujet avec les associations qui se préoccupent de ce phénomène. Quelle que soit la position que chacun.e a sur le Chemsex, nous ne pouvons pas rester inactif.ve.s, il est urgent d'agir !

Même si ce travail ne fait que de commencer, nos revendications sont, elles, bien définies.

Concernant l'usage de produits psychoactifs :

- Légaliser l'usage du Cannabis et dépénaliser l'usage des autres produits psychoactifs ;
- Mettre en place un plan de prévention des risques ciblé sur l'usage du ChemSex ;
- Appliquer les mesures de réduction des risques prévues dans la loi de modernisation du système de santé votée en 2016, en particulier l'analyse des produits psychoactifs ;
- Multiplier les salles de consommation à moindre risque ;
- Développer l'accès à la Naloxone pour lutter contre les overdoses, notamment via les associations d'usagers, à un prix accessible dans le cadre d'un dispositif financé ;
- Encourager l'accès aux traitements de substitution aux opiacés en formant médecins et pharmaciens à la prescription, la délivrance et l'accompagnement des TSO ;
- Développer un plan d'action sur les addictions en milieu carcéral, avec accès effectif aux traitements de substitution et programmes d'échanges de seringues ;
- Renforcer la formation médicale et paramédicale, initiale et continue, en addictologie.

THÈME

Être LGBTQI+ et en situation de handicap

Un travail de fonds a été enclenché depuis plusieurs années à l'Inter LGBT pour rendre tous nos événements et actions les plus inclusives pour les personnes en situation de handicap car même au sein de notre communauté des discriminations existent. Nos réunions ou nos débats ou tables rondes sont, dans la mesure du possible traduites en LSF. Lors des marches des Fiertés, nous avons désormais systématiquement un char accessible aux PMR. Nous nous assurons également de l'accessibilité de nos événements et, lors de forum, prévoyons des espaces calmes permettant aux personnes neuro-atypiques par exemple de pouvoir se reposer.

Cependant beaucoup de choses restent à faire, c'est pourquoi l'Inter LGBT demande :

- Création d'une base de données en ligne sur le site Ameli, accessible à tou.te.s, indiquant les cabinets, structures de santé et centre d'examen ou laboratoires d'analyses accessibles aux personnes en situation de handicap et disposant de l'équipement adapté.
- Veiller au maillage territorial des cabinets, établissements de soins, centres d'examen et laboratoires d'analyses accessibles aux personnes en situation de handicap afin de faire respecter leur droit à l'accès aux soins.
- Veiller à l'accessibilité complète de tous les messages de prévention.

THÈME

Santé des femmes lesbiennes et bisexuelles

Depuis plusieurs années déjà, l'Inter-LGBT s'efforce de mettre en avant certaines difficultés rencontrées par les femmes lesbiennes et bies dans l'accès aux soins, mais malheureusement le sujet reste peu pris en compte par les pouvoirs publics.

En effet, les femmes lesbiennes sont victimes à la fois du manque de formation des médecins et professionnels de santé sur leur problématique, et de discriminations directes, qui les conduisent à renoncer ou à reporter des soins. L'enquête publiée en 2020 par l'Agence Européenne pour les droits fondamentaux montre que qu'une femme lesbienne ou bie sur 5 a subi une discrimination de la part du personnel soignant ou d'un travailleur social dans les 12 mois précédant l'enquête, soit le 2e plus haut taux d'Europe, juste derrière la Pologne. Ainsi, faute de prise en charge adaptée, les femmes lesbiennes et bies ont un taux de prévalence plus élevé que les femmes hétéros en pour les IST et sont moins dépistées pour les cancers du sein et du col de l'utérus. Mais au-delà de la gynécologie, révéler son homosexualité c'est encore et toujours s'exposer à des remarques offensantes, voir des gestes déplacés qui conduisent les femmes lesbiennes et bies à taire leur orientation sexuelle, même si celle-ci peut être une information médicalement importante.

Plus généralement, cette méconnaissance reflète aussi les difficultés spécifiques des femmes face à un système de santé pensé par et pour un universel masculin. Rappelons notamment que les médicaments n'étant souvent testés que sur des hommes, les femmes font face à des effets secondaires plus importants, que les symptômes de nombre de pathologies comme les problèmes cardiaques ou l'autisme sont encore mal connus chez les femmes menant à des prises en charge retardées, inadaptées ou à une absence de diagnostic. Cette méconnaissance du corps féminin commence dès le plus jeune âge, avec des livres pour adolescentes qui perpétuent des stéréotypes dangereux et des manuels de sciences naturelles qui continuent d'utiliser des schémas faux pour les organes sexuels féminins.

Par ailleurs, la crise sanitaire due à la Covid-19 à encore une fois mis en avant des difficultés liées aux droits sexuels et reproductifs, qui ne sont toujours pas véritablement considérés comme des soins primaires en France : problèmes d'accès à l'IVG, délais d'attente considérables pour les PMA en France menant à des discriminations liées à l'état de santé, au handicap ou au surpoids, impossibilité de se rendre à l'étranger pour les PMA des couples de femmes.

C'est pourquoi l'inter-LGBT rappelle ses trois grandes revendications :

- Concevoir et mettre en œuvre un plan global sur la santé FSF (« femmes ayant des relations sexuelles avec des femmes »), avec un volet santé sexuelle, comportant une formation des professionnel-le-s de santé (en particulier des gynécologues) pour lutter contre les problèmes d'accès aux soins des lesbiennes et des bisexuelles.
- Création d'une institution spécifique chargée de développer la recherche sur la santé des femmes, ou a minima d'un institut thématique spécifique au sein de l'Inserm
- Rendre obligatoire les études cliniques à Parité hommes / femmes pour bénéficier de financement public pour la recherche sur les médicaments et les autorisations de mise sur le marché.

THÈME

La santé des personnes trans

Les personnes transidentitaires sont parmi les personnes les plus discriminées dans notre système de santé. Qu'il s'agisse des parcours de transition ou de soins courants, elles font l'objet d'une curiosité déplacée, de comportements ou de paroles humiliantes voir même de violences qui les conduisent par la suite à renoncer ou à reporter des soins, mettant en danger leur santé. L'enquête publiée en 2020 par l'Agence Européenne pour les droits fondamentaux montre que plus d'un tiers des personnes trans ont subi une discrimination de la part du personnel soignant ou d'un travailleur social dans les 12 mois précédents l'enquête et près de la moitié des personnes trans n'osent parler de leur transidentité à aucun médecin. L'Inter-LGBT rappelle que ce n'est pas aux patients de former les soignants sur la transidentité mais que chaque patient devrait se sentir suffisamment en confiance avec les personnels de santé pour évoquer sa situation personnelle si il ou elle ou iel le souhaite.

Concernant les parcours de transition, et alors que la situation est dénoncée par les associations depuis des années, rien n'est fait pour remédier aux obstacles ! Les remboursements des soins sont variables d'un département à l'autre en fonction de l'avis du médecin conseil de la CPAM et il est toujours compliqué, voire impossible de se faire suivre en libéral si l'on veut bénéficier d'une opération de réassignation sexuelle remboursée par la sécurité sociale. Par ailleurs, les délais de prise en charge ne cessent de s'allonger à Lyon (près de 4 ans d'attente actuellement), seule équipe capable de proposer une opération de réassignation de qualité pour les femmes trans, forçant celles qui le peuvent à s'endetter pour des opérations à l'étranger.

C'est pourquoi l'inter-LGBT rappelle ses grandes revendications :

- Permettre la prise en charge des transitions, effectuées en France comme à l'étranger, pour celles et ceux qui le souhaitent, en garantissant le libre choix du médecin.
- Encourager la prise en charge non pathologisante des mineurs trans et, notamment, leur permettre d'accéder aux traitements bloquant la puberté s'ils en expriment le souhait.
- Garantir l'accès aux soins des personnes trans et/ou intersexes, notamment via des formations certifiantes à l'accueil et à la prise en soin pour les médecins et personnels de santé (gynécologues, généralistes, ...); inclure dans les formations initiales de ces personnels de santé des modules co-élaborés et validés par les associations trans et intersexes.
- Assurer sans aucune restriction l'accès aux hormonothérapies pour les personnes trans, notamment par extensions des Autorisations de Mise sur le Marché (AMM) et la prise en charge de tous les modes d'administration.
- En cas de pénurie d'hormones, garantir aux personnes trans et/ou intersexes l'accès à l'hormonothérapie, sans discrimination.
- Établir un panier de soin lié à l'ALD assurant une prise en charge à 100% des dépenses de santé liées à la transition, identique sur tout le territoire et assurant le remboursement de tous les traitements et de toutes les opérations réalisées en France.
- Rembourser sans conditions toutes les opérations chirurgicales pratiquées à l'étranger.
- Arrêt du référencement normatif de la FPATH (French Professional Association for Transgender Health, ex-SOFECT), association influente en matière de lobbying auprès des institutions et des médecins conseils de la Sécurité sociale.
- Développer activement la recherche sur les effets à long terme de l'hormonothérapie ainsi que les interactions entre celle-ci et les différents traitements (pharmacopée du quotidien, aide à la santé psychique, maladies chroniques, VIH...).
- Dans le cadre du respect et de la prise en compte de l'identité de genre, assurer l'accès et la continuité des traitements et des prises en charge des transitions en milieu carcéral.

THÈME

A quand la fin des mutilations sur les enfants intersexes ?

Aujourd'hui en France, les enfants intersexes* sont toujours soumi-se-s à des opérations chirurgicales ou/et des traitements hormonaux sans leur consentement éclairé et sans nécessité de santé. Ces actes constituent des violations des droits humains et ont été condamnés à plusieurs reprises par l'ONU en 2016 (Comité des droits de l'Enfant, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et Comité contre la torture).

Des associations internationales de défense des droits humains telles que Human Rights Watch et Amnesty International se sont ouvertement positionnées pour l'arrêt de ces pratiques. En France, la DILCRAH appelle à l'arrêt de ces mutilations. En mai dernier la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme, et en juillet le Conseil d'État ont publié des avis dans le même sens. Pourtant, les protocoles médicaux continuent à recommander ces pratiques, et les équipes médicales à les effectuer.

Source Collectif Intersexes et Allié.e.s-OII France
<https://cia-oiifrance.org/>

Leurs revendications que nous partageons en tous points :

<https://stop-mutilations-intersexes.org/>

Une Marche des Fiertés... Autrement

AGENDA

Tables rondes thématiques

Tout au long de la semaine, 4 table-rondes vont permettre de mettre en lumière des thématiques phares de la santé des personnes LGBTQI+. Elles seront animées par des journalistes de TÊTU et diffusées en direct sur **Facebook** et **YouTube** avec une traduction simultanée en LSF avec notre partenaire i-LSF :

MARDI 3 NOVEMBRE DE 20H A 21H30

La santé des femmes lesbiennes, bies et plus

Avec :

- Clothilde Genon du Collectif Tomber la culotte,
- Lydie Porée du Planning Familial,
- Laurène Chesnel, déléguée Familles de l'Inter-LGBT et représentante à la CNCDH,
- Gaëlle Gehin de Bi'Cause

MERCREDI 4 NOVEMBRE DE 19H A 20H30

Centre de santé Sexuelle Communautaire

A l'occasion de l'ouverture prochaine d'un centre de santé sexuelle communautaire, cette table ronde vous présentera les projets retenus en France et fera le point sur les dispositifs existants. Un centre de santé sexuelle communautaire pour qui ? Pour quoi ? Quels services y trouver ? Avec :

- Hannane Mouhim Le Kiosque Checkpoint,
- Stéphane Simonpietri de AIDES pour les centres de Montpellier et Marseille
- Colette Coudeyras de Virages Santé pour le centre de Lyon

JEUDI 5 NOVEMBRE DE 20H A 21H30

Enjeux de santé pour les personnes trans

Au cours de cette table-ronde seront abordé : la depsychiatisation, un enjeu à l'horizon 2022 ; la prise en charge médicale des personnes trans ; les disparités territoriales en matière de soins et de remboursements ; les barrières pour les personnes trans tds migrantes pour accéder à des soins. Avec :

- Kouka Garcia de Pari-T,
- Lee ferrero de Transat Marseille,
- Jeanne Swidzinski Coprésidente de Trans 3.0,
- Cyane Dassonneville Coordinatrice du Comité d'Usagers des parcours de santé Trans Pour les Hauts de France de l'ARS

VENDREDI 6 NOVEMBRE DE 19H A 20H30

Santé mentale des personnes LGBTQI+

Un sujet peu abordé et pourtant important. Après une présentation du réseau psy de l'Enipse, nous nous pencherons sur ce qu'est la construction identitaire et le stress minoritaire des HSH et FSF. Nous ferons également un focus sur le harcèlement scolaire des personnes LGBTQI+ et perlerons des effets des téréotypes et de la négation de la bisexualité et de la pansexualité en termes de mal être. Une occasion de s'initier à ces sujets primordiaux. Avec :

- Mathieu Lérault membre de la Délégation Santé de l'Inter LGBT
- David Friboulet de l'Enipse sur les HSH
- Coraline Delebarre de l'Enipse sur les FSF
- Vincent-Viktoria Strobel de Bi'Cause

Ces tables rondes sont organisées en partenariat avec **TÊTU**, **i-LSF** et **l'Enipse**.

CAPSULES VIDEOS

Santé des seniors LGBT+

Exposer le parcours de vie des personnes seniors, impact social, accès au soin et accompagnement, situation dans les EPAHD... Avec : Francis Carrier (Greypride)

CAPSULES VIDEOS

Sérophobie

Avec : Fred Lebreton (AIDES)

CAPSULES VIDEOS

Personne Vivant avec le VIH et Santé

Avec : Mathieu Lérault (Les ActupienNes)

CAPSULES VIDEOS

LGBTQI+ en situation de handicap

Avec : Fabrice Selly (AIDES)

Ces capsules vidéos sont produites en partenariat avec **TÊTU** et **Loopsider**.

SANTÉ ET CULTURE

Une dimension culturelle et militante

L'Inter-LGBT invite des *street artistes* pour traduire en œuvre d'art le mot d'ordre de la Marche 2020 : *Santé baffouée ! LGBTQI+ en danger !* Avec :

- Kashink
- Retrograde
- Sara Chelou

En partenariat avec **Mastercard**.

HASHTAG SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

#FiertéMobilisée

Le 7 novembre prochain était prévu la Marche des Fiertés de Paris-Ile-de-France. A défaut de pouvoir se rassembler et prendre la rue, nous encourageons tout le monde à s'unir virtuellement le samedi 7 novembre pour montrer que nous sommes fièr.e.s et mobilisé.e.s.

Sur cette journée, les personnes seront invitées à relayer massivement le hashtag **#FiertésMobilisées** pour partager sur les réseaux sociaux des témoignages ou des publications d'expression libre autour de la santé des personnes LGBTQI+ sous le format de leur choix : vidéo, texte, photos, etc.

En partenariat avec **AIDES**.

Partenaires

Un grand merci à nos partenaires qui, malgré la crise et la forme différente que la Marche des Fiertés prend cette année, ont décidé de nous soutenir.

Institutionnels



Grands partenaires



Partenaires média



Partenaires

